

The NCP

LE PREMIER SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL S'OUVRE À COPENHAGUE

# L'ONU réunit les états généraux contre la pauvreté

A partir d'aujourd'hui et jusqu'à dimanche se tient à Copenhague le premier Sommet mondial pour le développement social, organisé sous l'égide des Nations Unies. Les pays industrialisés y seront mieux représentés que ceux en développement, dont les gouvernants se disent souvent lassés de ces réunions où les généreuses déclarations

d'intentions ne s'accompagnent pas d'engagements financiers à la hauteur des immenses besoins. Mais la présence de 130 chefs d'Etat ou de gouvernement (dont François Mitterrand) montre que le problème de l'inégalité prend un poids plus important dans les préoccupations des pays nantis, eux-mêmes confrontés à des phénomènes d'exclusion croissants.

Les représentants de 184 Etats se réunissent à partir d'aujourd'hui dans la capitale du Danemark pour réfléchir aux moyens de panser les plaies d'une planète déséquilibrée par le sous-développement. Organisé par les Nations unies, ce premier sommet mondial pour le développement social s'est fixé trois objectifs : réduire la pauvreté dans le monde, créer des emplois et favoriser l'intégration sociale de millions d'exclus.

L'ONU presse la communauté mondiale d'agir contre l'aggravation de la fracture sociale mondiale : d'un côté, un cinquième de l'humanité bénéficie seul de 85% des richesses du globe, de l'autre 1,3 milliard d'êtres humains s'enfoncent dans la misère. Les pays industrialisés ou en transition ne sont pas épargnés par l'exclusion : l'Union européenne compte 55 millions de pauvres, un quart

de la population active russe vit sous le seuil de pauvreté et, aux Etats-Unis, c'est le cas d'un enfant sur cinq. Cause première : le manque d'activités rémunératrices. Dans le monde, 800 millions de personnes sont à la recherche d'un emploi, et la population d'âge actif augmente de 43 millions par an. Dans les pays pauvres, l'emploi informel s'est accru au détriment des emplois stables et bien rémunérés.

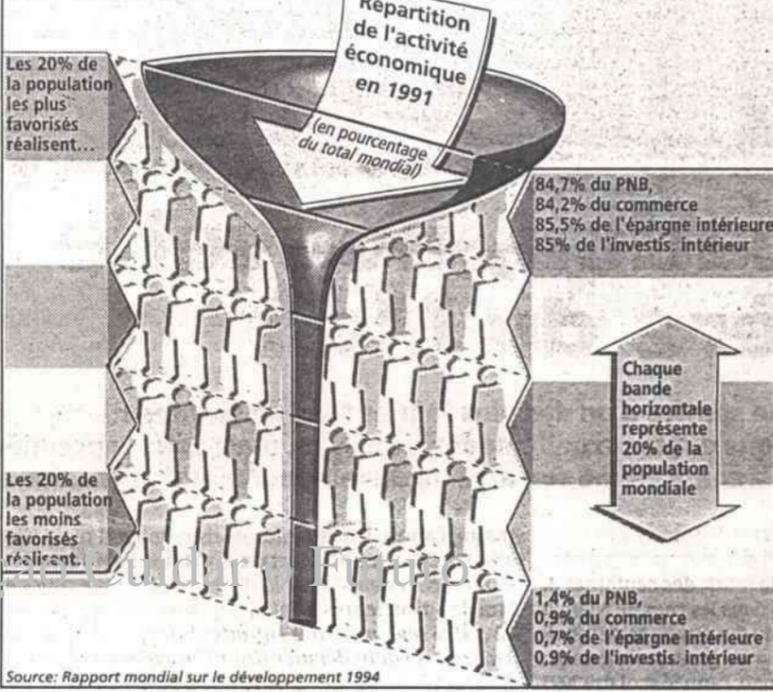
Le sommet tentera de trouver les moyens de créer des emplois générateurs de revenus pour tous. Il fera aussi, en filigrane, la critique de mécanismes économiques qui n'ont jusqu'alors pas permis aux pays pauvres de s'en sortir. Les pistes d'action proposées par l'ONU sont ambitieuses : réduire les dépenses d'armement au profit des dépenses sociales, augmenter l'aide aux pays en développement,

créer des emplois productifs et socialement utiles, couvrir les besoins de base du milliard d'humains les plus démunis, corriger les effets du marché mondial sur les plus pauvres. Les points de friction se dessinent déjà, sur les ressources à mobiliser ou sur le concept même de développement social.

Par l'ampleur des défis abordés et le nombre des dirigeants attendus (130 chefs d'Etat ou de gouvernement, dont François Mitterrand, Nelson Mandela et Boris Eltsine), ce sommet devrait être la conférence la plus importante jamais organisée par l'ONU. Mais il devra se montrer à la hauteur en termes de réponses innovantes et de financement. Les chefs d'Etat qui y adopteront une « déclaration solennelle » et un « programme d'action » devront démontrer ensuite leur réelle volonté d'agir.

AFP

## Les disparités économiques mondiales



## REPERES

### Plus d'un milliard d'êtres démunis

Richesses. Environ 1,3 milliard d'êtres humains, sur un total de 5,6, survivent dans le dénuement le plus complet, avec moins d'un dollar par jour, tandis que le milliard d'habitants les plus riches exploitent les trois quarts des richesses du globe.

Vie. Un milliard et demi de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, plus de 500 millions souffrent de malnutrition.

14 millions d'enfants meurent chaque année de maladies parfaitement évitables. En Afrique, l'espérance de vie dépasse rarement 50 ans.

Education. Neuf cent millions d'êtres humains sont analphabètes.

Pauvreté. L'Asie du Sud abrite environ la moitié de la population la plus démunie, et l'Afrique 16% (mais un Africain sur deux vit au-dessous du seuil de pauvreté).

Les pauvres représentent 15% de la population aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest. Huit pauvres sur dix vivent dans les zones rurales, mais la pauvreté urbaine ne cesse aussi de s'aggraver.

Migrations. 100 millions de personnes ont émigré dans le monde, la plupart à la recherche de meilleures conditions de vie. Depuis trente ans, 35 millions ont émigré du sud vers le nord, et ce chiffre s'accroît d'un million chaque année.

Femmes. Les femmes constituent 70% des populations défavorisées. 500.000 meurent chaque année de causes liées à la maternité.

Enfants. Le Brésil compte 400.000 enfants des rues, dont quatre sont assassinés chaque jour. On évalue à 500.000 le nombre d'enfants prostitués en Thaïlande, au Sri Lanka et aux Philippines.

Aux Etats-Unis, 3 millions d'enfants seraient victimes de mauvais traitements.

Budgets militaires. Les dépenses militaires annuelles des pays riches sont égales au revenu de 2 milliards de personnes pauvres. Les programmes militaires (800 milliards de dollars par an) équivalent au revenu de la moitié de la population mondiale.

Les pays riches commencent à comprendre que combler le fossé qui les sépare des plus pauvres ne relève plus seulement d'un souci humanitaire, mais constitue un impératif de sécurité internationale.

## Une bombe nommée « inégalité »

QUEL ETAT OSERAIT se prononcer contre les engagements qui seront proposés à Copenhague ? « Éradication de l'extrême pauvreté dans le monde », « priorité au plein emploi », « accélération du développement de l'Afrique ». Autant d'objectifs exaltants, vu des bureaux des Nations unies. Pourtant, l'organisation du premier Sommet du développement social n'est pas sans susciter une certaine lassitude chez les principaux intéressés, les « pauvres ».

« Je me suis longuement interrogé pour savoir si j'irais à Copenhague », concède Alpha O. Konaré, le président du Mali, l'un des pays les plus pauvres du monde. « Encore une grande messe devant des salles à moitié vides. A quoi bon quand je vois que nos partenaires de l'Union européenne veulent diminuer leur aide aux pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique, Ndlr) comme s'il s'agissait d'une aumône ? » Non sans amertume, le président malien compare les milliards de dollars dépensés en quelques heures pour sauver le peso mexicain aux 12 milliards d'écu, sur cinq ans, nécessaires à la reconstitution du Fonds européen de développement.

Certes, il ne sera pas question que d'aide au développement à Copenhague. L'ordre du jour, le développement social, est en fait un mélange de tous les thèmes abordés lors de précédents sommets de l'ONU : la situation des enfants (1990), l'environnement (1992), les Droits de l'homme (1993), la population (1994), l'emploi, qui fut le thème du dernier sommet des pays les plus industrialisés (G7). Le risque, en faisant de Copenhague le « sommet des sommets », c'est de ne rien dire qui n'ait déjà été dit et d'aboutir à un document final qui ne soit que la fade juxtaposition de positions prédéterminées.

Comme lors des précédents sommets, on s'attend d'ores et déjà à quelques joutes entre les Etats sur des sujets sensibles tels que le droit des femmes ou la définition de la famille. Les institutions spécialisées qui y participent, Bureau international du travail ou Banque

mondiale, présenteront leur analyse particulière de la situation. Les organisations non gouvernementales (ONG), désormais rituellement invitées aux sommets onusiens, défendent chacune les intérêts de populations cibles. Puis, au terme d'un exercice de « coupé-collé », l'ONU produira un programme d'action, non contraignant.

Alors à quoi bon, pour reprendre la question d'Alpha Konaré ? Le cinquantième anniversaire de la Charte de l'ONU valait bien une messe mondiale, diront certains. La fin des années Mitterrand, diront d'autres, valaient bien que l'« ami » Boutros Boutros Ghali, secrétaire-général de l'ONU, accélère l'organisation d'un sommet qui devrait clore symboliquement l'ère ouverte par le célèbre discours sur la Coopération in-

## ANALYSE

MARIE-LAURE COLSON.

ternationale prononcé par François Mitterrand en 1981 à Cancun, au Mexique.

Au-delà de ces considérations, le sommet de Copenhague se tient à un moment clé, celui où il est enfin possible de dire tout haut devant plus d'une centaine de chefs d'Etat ce qui se dit çà et là, *mezzo voce*, depuis quelques années : le fossé grandissant entre riches et pauvres n'est plus seulement une question morale, mais une question de sécurité internationale. Les années 80 et leur « hystérie néolibérale », pour reprendre le terme d'un haut fonctionnaire français, ont été une période d'enrichissement formidable, qui a engendré des déchirures sociales tout aussi formidables. La crise de l'endettement et le désengagement des banques commerciales ont placé plus de 80 pays en développement sous perfusion des institutions financières internationales, alors que nombre d'entre eux entreprenaient un pro-

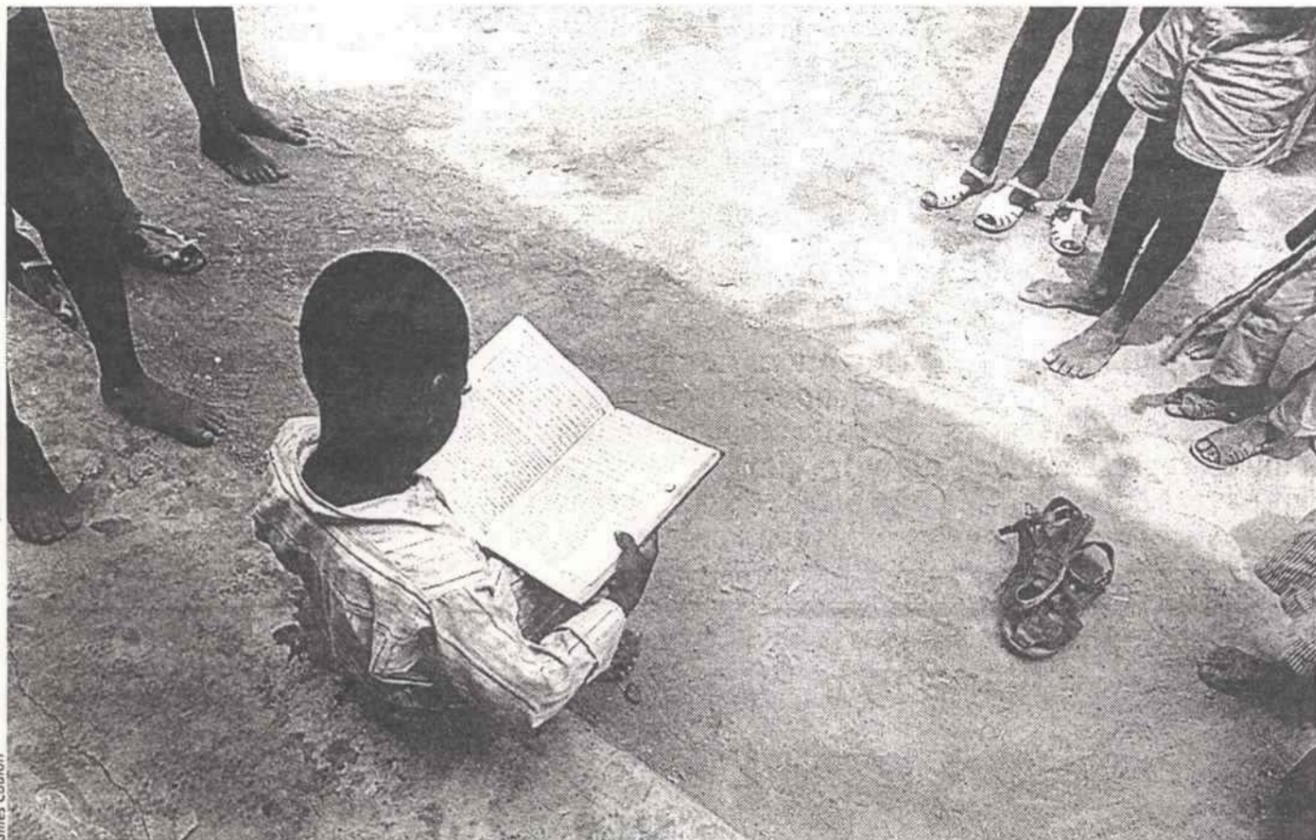
cessus de démocratisation politique déstabilisant.

Le niveau de vie, l'espérance de vie aussi, ont globalement augmenté, mais 40% des êtres humains survivent avec 3,3% du revenu mondial. La machine à exclusion ne fonctionne pas qu'au Sud : en Europe, près de 15% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Au Royaume-Uni par exemple, la proportion de ceux dont le revenu est inférieur à la moyenne nationale a doublé entre 1961 et 1991. En Italie ou en Espagne, plus de 30% des jeunes sont au chômage. Le Pnud (Programme des Nations unies pour le Développement) a repéré dix indicateurs qui traduisent l'affaiblissement du tissu social : homicides, viols, drogue, suicide... Sur cette échelle, les Etats-Unis, l'un des pays les plus riches au monde, est numéro un.

Si le sommet de Copenhague a une utilité, ce devrait être celle de faire prendre conscience à la communauté internationale que le fait que quelque 1,3 milliard de personnes vivent dans des conditions qui ne garantissent pas leur dignité est à mettre en relation avec la multiplication des conflits internes, qu'ils relèvent du social, du religieux, de l'éthnique ou d'autres causes. C'est parce qu'il espère que Copenhague sera une tribune d'où sera lancé un appel à la solidarité entre les pays qui croient à la démocratie, que le président malien a finalement décidé de se rendre dans la capitale danoise.

Le sommet ne proposera évidemment pas de recettes miracles. Tout au plus aidera-t-il à rendre visibles celles qui ont fait leurs preuves. Les Etats seront libres de les appliquer ou non. Du moins, en prenant l'initiative d'une telle rencontre, l'ONU, dont l'incapacité relative à désamorcer les conflits de l'après-guerre froide a terni le lustre, est-elle dans son rôle : rappeler que le progrès social est inscrit dans le préambule de la Charte de 1945 qui organise la communauté internationale, qu'il ne s'agit pas seulement d'un principe généreux, mais que la sécurité internationale en dépend. ♦





Gilles Couillon

Avec le dénuement du système public, les écoles coraniques accueillent de plus en plus d'élèves, mais sans préparer à la vie professionnelle.

## L'éducation, nouvelle frontière du Mali

L'éducation malienne souffre d'un des plus faibles taux de scolarisation au monde. Le gouvernement manque encore cruellement de moyens, mais pour la première fois en Afrique, la Banque mondiale a conditionné son aide au développement de l'enseignement de base.

Bamako, envoyée spéciale

► IL Y A UNE QUINZAINE de jours, des centaines de manifestants sont descendus dans les rues de Niamey au Niger pour réclamer un plan de sauvetage de l'école et de l'université, paralysées par les grèves et le manque d'argent. A Brazzaville au Congo, l'année scolaire 1993-94 a été déclarée « année blanche » et une partie des étudiants sont en grève pour demander le paiement de leurs bourses. A Bamako en revanche, la rentrée scolaire s'est déroulée normalement, pour la première fois depuis trois ans. Mais il y a un an, les étudiants saccageaient les rues de la capitale malienne et menaçaient de faire chuter le gouvernement. Leur colère était due au projet de financer l'éducation primaire en limitant l'octroi des bourses généreusement distribuées par le précédent gouvernement.

**Crise scolaire et étudiante.** Un journaliste, aujourd'hui conseiller ministériel, qui s'indignait que 55% du budget de l'Éducation nationale soit dépensé pour les 6% des élèves que compte le supérieur (et ils ne sont pas forcément les plus défavorisés) a bien failli y perdre plus que sa maison, brûlée par les étudiants. Le

nouveau Premier ministre n'endiguait la dérive étudiante qu'en fermant les écoles et en faisant passer une quarantaine de fauteurs de troubles devant les tribunaux. Mais il n'a pas mis fin pour autant à la crise scolaire qui fait du Mali l'un des pays au plus faible taux de scolarisation du monde: 30% environ, contre une moyenne de 60% en Afrique sub-saharienne.

Plus d'un million d'enfants maliens âgés de 7 à 12 ans ne savent ni lire ni écrire. «Un pays qui ne scolarise pas au moins 50% de ses jeunes ne peut pas se développer», estime Linda McGinnis, la représentante de la Banque mondiale à Bamako. La Banque a cette année conditionné son aide budgétaire au Mali (50 millions de dollars en 1994-95) au développement de l'éducation de base. C'est une première en Afrique.

**Des classes fermées faute d'enseignants.** Des bâtiments de parpaings sans fenêtre ni porte, des latrines qui datent de 1949, deux bassins d'eau dans lesquels les enfants se désaltèrent à la récréation: dans une classe aux murs maculés d'une école de Bamako, une cinquantaine d'élèves s'initient aux subtilités du complément d'objet avec pour tout matériel une ardoise et une craie. En même temps que la grammaire, ils apprennent le français, langue qu'ils ne parlent pas à la maison. Comme il n'y a pas assez de place, les classes qui comptaient à l'origine une centaine d'enfants ont été divisées en deux: la moitié des enfants vient le

matin, l'autre, l'après-midi. Mais comme il n'y a pas assez d'enseignants, certaines classes sont fermées. «Tout a commencé avec le système colonial», explique l'un des directeurs de l'école, très sélectif. A l'époque, 12 à 15% seulement des enfants étaient scolarisés. En 1962, on a voulu démocratiser l'enseignement, et il a fallu embaucher des cadres qui n'étaient pas forcément faits pour ce métier.»

**Un élève sur quatre parvient au terme du cursus.** Le taux de scolarisation a néanmoins augmenté, jusqu'à ce que les militaires prennent le pouvoir. «Les militaires et les intellectuels, c'est antagoniste», commente brièvement le directeur, les enseignants étaient considérés comme les derniers des cadres du pays. Aujourd'hui encore, bien que le régime militaire de Moussa Traoré ait été renversé en 1991, le salaire d'un enseignant confirmé tourne autour de 50.000 francs CFA. Pour comparaison, le kilo de viande coûte entre 1.000 et 1.400 CFA, le sac de 100 kg de riz autour de 20.000 CFA (10.000 avant la dévaluation de janvier 1994). Aux erreurs d'orientation du système éducatif, à la démobilité des enseignants s'ajoute une forte croissance démographique. Bilan: non seulement moins d'un enfant malien sur trois est scolarisé, mais le taux d'échec est dramatique. Un élève sur quatre seulement arrive au terme du cursus d'enseignement primaire, bien que l'éducation consomme 20% du budget national.

**Soutien à l'enseignement privé.** L'ajustement structurel imposé par le FMI, qui réduit drastiquement le recrutement de fonctionnaires - donc des enseignants - limite encore la marge de manœuvre du gouvernement d'Alpha Konaré. Certes, l'éducation de base est devenue une priorité affichée, en accord avec les institutions financières internationales; quelque 150 «vacataires» vont être embauchés et, un peu partout, on réhabilite ou on construit de nouvelles classes. Mais c'est une course contre la montre.

Si l'Etat soutient aujourd'hui l'enseignement privé, religieux ou laïc, du moment qu'il respecte les programmes, les écoles coraniques, qui offrent un enseignement religieux en arabe mais ne préparent pas réellement à la vie professionnelle, accueillent de plus en plus d'élèves. Au point qu'un responsable de l'Éducation redoute la formation d'un «ghetto éducatif». Plus grave encore, aux yeux des responsables du pays, une partie de la jeunesse malienne, cette génération qui par son adhésion citoyenne décidera de la pérennité de la jeune démocratie, ne sait ni lire ni écrire. Et pour elle, il est sans doute déjà trop tard. ◀

### REPERES L'enseignement en Afrique

A Copenhague, la «reconnaissance du rôle fondamental de l'éducation et de la formation dans le développement social» fait partie des dix engagements que doivent prendre les chefs d'Etat et de gouvernement présents.

Les analphabètes sont près d'un milliard aujourd'hui dans le monde, dont deux tiers de femmes. Dans les pays en développement, 500 millions d'enfants sont inscrits chaque année à l'école primaire, mais 100 millions abandonnent l'école avant la fin du cycle primaire. En Afrique, la situation est particulièrement dramatique, même si les taux d'inscription à l'école primaire sont passés de 16% en 1961 à 46% en 1970 et 68% en 1990. Mais, dans un pays africain sur quatre, les effectifs globaux du primaire ont diminué en chiffres absolus depuis cinq ans, et près de 45 millions d'enfants ne sont pas scolarisés.

La croissance démographique et le poids de la dette contribuent à la dégradation du système éducatif: enseignants peu qualifiés et sous-payés, manque de salles de classe et de matériel pédagogique. Pour scolariser tous ces enfants, il faudrait, selon l'Unesco, qu'un adulte alphabète actif sur quarante soit enseignant à plein temps, alors que ce rapport est seulement de 1 sur 200 dans les pays développés.

## Le combat ambigu pour la clause sociale

Face à l'opposition des pays du tiers monde, la clause sociale, qui permettrait de limiter les exportations des pays ne respectant pas de normes sociales minimales, est aujourd'hui bien embourbée. Les débats de Copenhague ne devraient pas la requinquer.

Elle a un joli nom et un noble objectif: contraindre les exploités du monde entier à accorder à leurs salariés un statut digne. Mais la clause sociale cache aussi quelques arrière-pensées qui ont poussé la quasi-totalité des pays du tiers monde à refuser d'en entendre parler. A leurs yeux, cette clause est avant tout une nouvelle arme que comptent forger les pays riches pour se protéger des exportations des pays pauvres, et ainsi bloquer leur développement. Leur résistance a porté ses fruits. Après avoir fait les délices des experts commerciaux pendant les débats du Gatt, la discussion sur la clause sociale s'est embourbée. Surtout depuis que les Etats-Unis, qui la soutenaient fermement quand le Congrès était encore démocrate, se font désormais beaucoup plus discrets. A Copenhague, nul doute que les quelques pays qui persistent à la défendre (à commencer par la France) tenteront de remettre le sujet sur la table. Mais d'ores et déjà, les organisateurs du sommet ont décidé d'éviter toute allusion à la clause taboue dans la déclaration finale du sommet.

L'expression «clause sociale» est apparue au début de l'année 1993, alors que les débats sur le Gatt battaient leur plein, de même que la récession européenne. A cette époque, les délocalisations d'entreprises s'accéléraient et les équations à la Prévert («un ouvrier français égale trente-cinq Chinois et soixante-dix Vietnamiens») fleurissaient. Sur France 3, le 28 février, François Mitterrand s'en prenait à la «concurrence de l'Asie du Sud-Est qui, à bas prix et sans protection sociale, vend tout et n'importe quoi». Le président de la Commission européenne, Jacques Delors, proposa alors d'introduire dans les accords du Gatt une «conditionnalité sociale» au commerce.

Quant aux Européens, ils en ont été réduits à construire leur propre clause sociale lors du récent renouvellement du «système de préférence généralisée» que l'Union accorde à de nombreux Etats du Sud. A partir de 1998, les pays qui respecteront certaines normes sociales se verront accorder des avantages. Mais ce n'est probablement pas à Copenhague que la clause sociale universelle sortira enfin de son cocon.

Le risque d'un mur commercial Nord-Sud

L'idée de créer un instrument de défense contre le dumping social était née. Certains l'ont ensuite perfectionnée pour gommer ses couleurs protectionnistes. Ainsi, l'inventeur de la TVA, Maurice Lauré, a-t-il proposé de taxer les importations des pays socialement condamnables, mais de reverser à ces pays le produit de cette taxe pour les aider à financer leur développement social.

D'autres ont préconisé d'abandonner l'idée de sanction, et de lui substituer des mesures incitatives. La carotte plutôt que le bâton.

Les réactions n'ont pas tardé. La seule ressource des pays du tiers monde étant leur main d'œuvre à bon marché, édicter une clause sociale risquait de conduire à la mise en place d'un mur commercial entre le Nord et le Sud. Les partenaires européens de la France ont tiqué. Une bonne partie des économistes se sont émus, faisant valoir que seul le développement des pays du Sud permettrait de résoudre la question des bas salaires. A Taiwan, le coût du travail n'a-t-il pas augmenté de 50% depuis 1985?

Oubliée de l'Uruguay Round faute d'accord

Les Etats-Unis ont repris l'idée française, mais en ont changé sensiblement l'optique. La clause sociale, ont-ils plaidé, doit être destinée à lutter non pas contre la concurrence des bas salaires, mais contre les violations des droits de l'homme: travail des enfants, travail des prisonniers, absence de liberté syndicale. Cette proposition a permis à la plupart des pays du Nord de s'entendre, en mars dernier. Même le très libéral commissaire européen Sir Leon Brittan (le négociateur de l'Union), l'a approuvée. Mais faute d'un accord de la majorité des pays du Gatt, la montagne à finalement accouché d'une souris. A Marrakech, lors de la signature des accords de l'Uruguay Round en avril, il fut simplement convenu de mettre le sujet à l'ordre du jour du programme de travail de la nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC).

Depuis, le bébé est passé aux mains de l'OIT (Organisation internationale du travail, un des satellites de l'ONU). Après un vif débat en novembre au sein de cette instance, la première vraie discussion des quinze ans, ont relevé les mauvaises langues, aucun consensus n'a pu être trouvé, malgré la campagne très active conduite par la Confédération internationale des syndicats libres. L'OIT s'est alors résignée à reporter le débat au mois de mars 1995.

Quant aux Européens, ils en ont été réduits à construire leur propre clause sociale lors du récent renouvellement du «système de préférence généralisée» que l'Union accorde à de nombreux Etats du Sud. A partir de 1998, les pays qui respecteront certaines normes sociales se verront accorder des avantages. Mais ce n'est probablement pas à Copenhague que la clause sociale universelle sortira enfin de son cocon.

Pascal RICHÉ